« Chacun exprimant ses griefs, c'est à propos de logement, d'eau, de nuisances industrielles, d'accaparements de toutes sortes que les corrompus ont été systématiquement désignés à la vindicte publique et traités en canailles. Pour commencer à s'attaquer aux problèmes vitaux que pose à tous le délabrement du pays, il fallait bien sûr s'attaquer d'abord à ceux qui empêchent de les prendre en charge. La population réglant ainsi ses comptes avec les responsables qu'elle avait sous la main, ce furent surtout les maires qui en subirent les effets. Mais au-delà de ces escarmouches, c'était le projet d'une complète ***expropriation des expropriateurs*** *qui prenait forme. Encore marquée par certaines ambiguïtés qui allaient bientôt être levées par la rupture avec les syndicalistes, une déclaration du comité populaire de la wilaya (préfecture) de Béjaïa affirmait le 7 juillet à l'adresse du pouvoir : "Vos gendarmes, symboles de la corruption, ne servent qu'à tuer, à réprimer et à trafiquer. C'est pour cela qu'ils doivent partir immédiatement. Quant à notre sécurité, nos valeureux comités de vigilance s'en occupent à merveille : ils sont notre fierté." Elle poursuivait en rappelant que les problèmes des citoyens "sont pris en charge par nos délégués de quartiers, de villages et des délégués syndicaux qui fonctionnent dans une assemblée appelée comité populaire. N'est-ce pas cela la démocratie directe ?" »*

Jaime Semprun

Pour contacter les Schizoïdes Associés, l'infokiosque nomade en Périgord, une seule adresse (mail) :

schizodiffusion@no-log.org



Retrouvez nos brochures et bien d'autres encore sur le site Internet des infokiosques francophones :

http://infokiosques.net/

Infokiosque Nomade



Editions Autonomes

Apologie pour l'insurrection algérienne



Suivie de la PLATE FORME EXPLICITÉE DE REVENDICATIONS D'EL KSEUR

Mémoire de la Révolution Mondiale

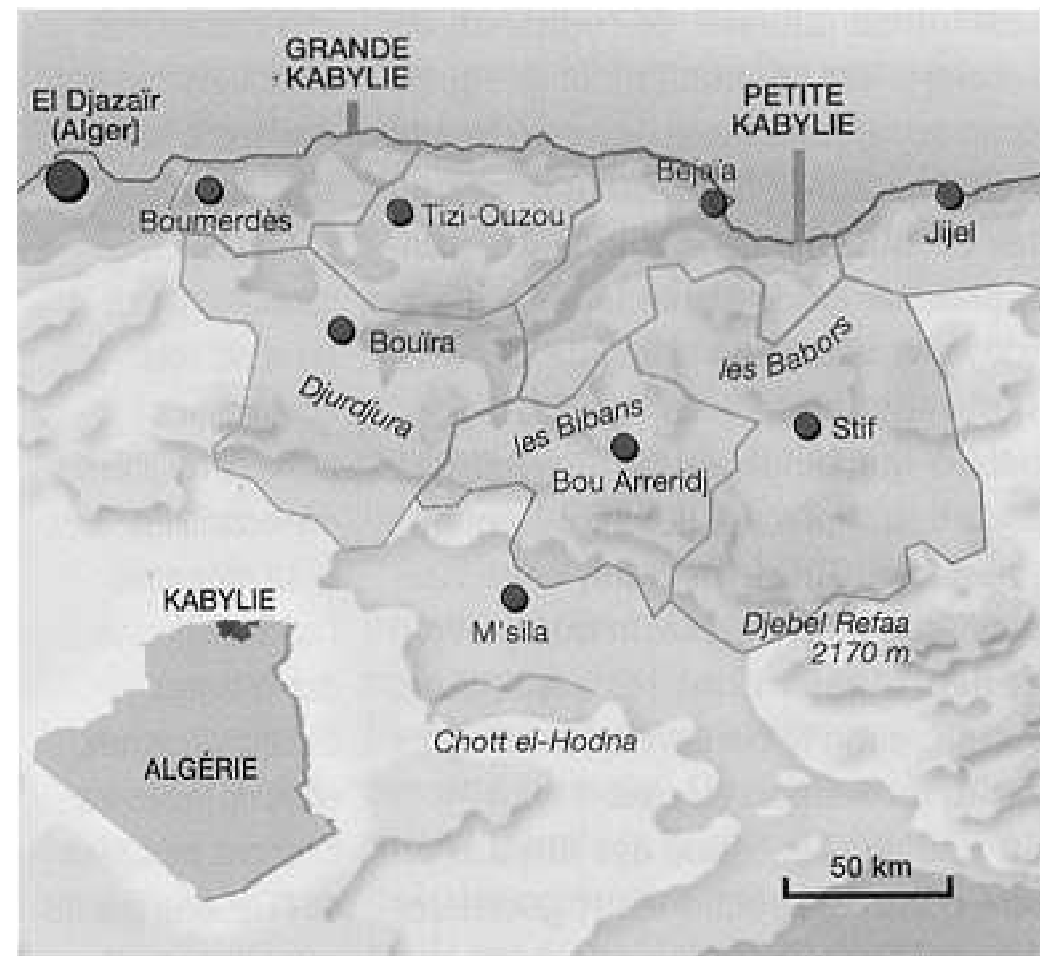


« Apologie pour l'insurrection algérienne »
a été piqué sur le site Web de la CNT-AIT
http://cnt-ait.info/article.php3?id_article=672

« Plate forme explicité d'El Kseur »
a été piqué sur le *site Web de la coordination des Aarchs, Dairas et communes*
http://aarchs.multimania.com

Vous pourrez également retrouver sur ce site tous les textes et documents émanant de la coordination







pouvant aller jusqu'à la remise en cause du mandat électoral et l'organisation d'une nouvelle consultation populaire, consacrant ainsi la démocratie à la base.

CHAPITRE IV

REVENDICATIONS SOCIO-ECONOMIQUES (REF : 10,12,15)

10. Contre les politiques de sous développement, de paupérisation et de clochardisation du peuple Algérien.
12. Pour un plan d'urgence socio-économique pour toute la région de Kabylie.
15. Institution d'une allocation chômage pour tout demandeur d'emploi à hauteur 50% SNMG.

De larges pans de la société vivent aujourd'hui en dessous du seuil de la pauvreté, résultat de l'échec total des réformes successives initiées depuis l'indépendance et expérimentées à contre courant de toutes les aspirations citoyennes.
Le désespoir de la jeunesse, exaspérée, désenchantée, de par la faillite du système éducatif et de l'appareil économique, exacerbé par l'échec de tous les mythes entretenus à dessein pour servir des intérêts occultes, ont plongé des générations entières dans la désolation et dans la précarité, entraînant ainsi la destruction du tissu social et des valeurs universelles.
Des droits socio-économiques qui garantissent la préservation de la dignité humaine, une vie décente et digne pour tous les algériens.
La refonte du système éducatif, résolument tournée vers la modernité, les valeurs universelles et républicaines, en substance, il faut revenir à l'enseignement des matières scientifiques dans la langue véhiculaire en vigueur, et bannir tout programme d'endoctrinement religieux.
Cette refonte doit intégrer une politique de formation professionnelle et d'insertion socioprofessionnelle durable en mesure de protéger cette catégorie, particulièrement vulnérable contre les fléaux sociaux.
La réhabilitation du citoyen algérien passe par la connaissance de son histoire millénaire et authentique.
La consécration d'un Etat de droit exige la séparation des pouvoirs, et une indépendance de la justice qui garanti l'égalité des citoyens devant la loi, sans aucune distinction, en particulier l'égalité entre l'homme et la femme dans tous les domaines.
La relance économique capable d'ouvrir des horizons prometteurs pour la jeunesse doit répondre aux exigences des normes internationales tel que le week-end universel. Elle exige une juste répartition des richesses nationales orientée vers une politique économique créatrice de richesses et productive, assortie de mesures d'insertion telle la mise en place d'une allocation chômage et d'aide à la recherche de l'emploi à hauteur de 50% du SNMG.
La situation actuelle de la région appelle un plan socio-économique d'urgence.
Les perspectives de développement doivent être adaptées aux spécificités de la région, et privilégier les infrastructures de base jusque là délaissées et lever les entraves bureaucratiques et introduire des instruments juridiques concrétisant les investissements productifs et créateurs d'emploi.
Un plan de développement régional efficient implique la mise en place de mesures incitatives performantes, une politique fiscale appropriée.
Après la satisfaction pleine et entière de la plate forme de revendication d'El-Kseur, la mise en œuvre des solutions doit avoir l'aval du mouvement des Aarchs, Dairas et Communes, partie prenante dans les applications.

Explicitation et adoption à Larbaa-Nath-Irathen le 31/10/2001

Jaime Semprun

Apologie pour l'insurrection algérienne

"Il me semblerait plus satisfaisant, pour ma part, puisqu'il s'agit d'hommes qui se sont illustrés par des actes, qu'on ne les honorât qu'avec des actes [...]. Il est difficile en effet de trouver pour les célébrer les mots justes, quand la réalité des faits n'est pas toujours admise sans peine. L'auditeur bien informé et favorablement prévenu risque, étant donné ce qu'il attend et ce qu'il sait, d'être déçu par ce qu'il entend. Et celui qui n'est pas au courant pourrait bien par jalousie, soupçonner quelque exagération, là où on lui parle d'actions qui dépassent ses possibilités. L'éloge des actions d'autrui n'est supportable que dans la mesure où l'on se croit soi-même capable de faire ce qu'on entend louer. Une action dépasse-t-elle nos forces, des lors l'envie engendre le scepticisme."

Thucydide, Histoire de la guerre du Péloponnèse.

I

Quevedo a dit des Espagnols "Ils ne surent pas être des historiens, mais ils en méritèrent." Cela est resté vrai de leur révolution de 1936 l'histoire en a été écrite par d'autres. Il est trop tôt pour écrire l'histoire de l'insurrection qui a commencé au printemps 2001 en Algérie, mais il n'est pas trop tard pour la défendre ; c'est-à-dire pour s'attaquer à l'épaisse indifférence, bouffie d'inconscience historique, dont elle est en France l'objet.

Pour illustrer la grandeur et la portée de ce soulèvement, il suffira de relater les actes des insurgés et de citer leurs déclarations. Rapprochés selon leur signification la plus universelle et la plus vraie, les faits dessinent d'eux-mêmes un tableau dont se dégage une terrible moralité : la dignité, l'intelligence et le courage des insurgés algériens accablent l'abjection dans laquelle survivent les habitants des pays modernes, leur apathie, leurs mesquines inquiétudes et leurs sordides espérances.

C'est au cri de "Vous ne pouvez pas nous tuer, nous sommes déjà morts !" que pendant plusieurs semaines les jeunes émeutiers se sont battus contre les forces de police et la gendarmerie. Réduits l'état de morts-vivants par la société algérienne, ils savaient qu'il leur fallait la détruire pour commencer de vivre. ("Nous répondrons au néant par l'anéantissement de ses géniteurs", déclarait en juillet l'un d'eux.) à

partir du 21 avril, principale ment en Kabylie, mais aussi à partir du 10 juin à Khenchela (dans les Aurès), du 11 à Skikda (au nord de Constantine) et du 16 dans tout l'est du pays (à Oum El Bouaghi, Batna, Tébessa, Biskra, El Tarf, etc.), ils ont dressé des barricades, coupé des routes, pris d'assaut des gendarmeries et des commissariats; ils ont attaqué un siège de préfecture (à Tébessa, alors que deux ministres se trouvaient à l'intérieur), incendié ou saccagé nombre de tribunaux (aux Ouacifs le palais de justice, tout juste terminé, a été réduit en cendres), des recettes des impôts, des postes et des locaux de sociétés publiques, des sièges de partis politiques (au moins trente-deux), des banques, des bureaux de la Sécurité sociale, des parcs communaux, etc. La liste est forcément incomplète, et serait-elle complète qu'elle ne donnerait encore qu'une faible idée de l'ampleur du mouvement. Mais on voit tout de même que les insurgés avaient entrepris de *nettoyer le terrain* de toutes les "expressions matérielles de l'état". (Il fallait la civique bêtise du *Monde diplomatique* pour blâmer suavement les émeutiers de parachever ainsi la dégradation du "service public" et se demander Si, ce faisant, "la foule des laissés-pour-compte" ne participait pas "à son propre affaiblissement".)

Quand les peuples reviennent de la soumission, rien n'est plus supporté de ce qui était jusque-là ordinaire. C'est, après tant d'autres assassinats commis impunément par les policiers et les militaires, celui d'un lycéen de Béni Douala, le 18 avril, qui a provoqué trois jours plus tard les premières émeutes. à Amizour, près de Béjaïa, la population se soulève le 22 après l'arrestation arbitraire de trois lycéens. à Khenchela, le 10 juin, un sous-officier qui parade au volant d'une "grosse cylindrée" interpelle de façon méprisante une jeune femme. Pris à partie par les jeunes du quartier accourus pour la défendre, il s'exclame : "Mais qu'est-ce qui vous prend aujourd'hui ?", et s'entend répondre : "Plus rien n'est pareil."

Il est rossé, son véhicule détruit. Une heure plus tard, il revient avec une trentaine de soldats en civil, armés de fusils d'assaut. Après une bataille rangée, les militaires doivent se replier, mais l'émeute gagne toute la ville : des barricades sont dressées, la mairie, le siège des impôts, celui de la Sonelgaz, la préfecture et deux "grandes surfaces" sont saccagés au cri de : "C'est ainsi que font les Chaouis !" La ville entière est dévastée.

Et quand l'ordinaire de l'oppression n'est plus supporté, c'est l'extraordinaire qui devient normal. Pendant ces semaines, ces mois, il ne s'est guère écoulé de jour sans que soit attaquée ou harcelée une brigade de gendarmerie ; et le plus souvent plusieurs. Les casernes ont été assiégées, un véritable blocus imposé aux gendarmes, les contraignant à des raids de pillage pour se ravitailler. Ceux qui acceptaient d'avoir avec eux la moindre relation, fût-elle simplement commerciale, ont été boycottés, mis en quarantaine et punis. Des hôtels ont ainsi été incendiés, de même que des villas, des cafés, des restaurants, des magasins, pris pour cible parce qu'ils appartenaient à des prévaricateurs ou affairistes divers. Si les destructions furent nombreuses, les pillages proprement dits semblent avoir été assez rares. Ainsi, par exemple, à Kherrata le 23 mai, les importants stocks de marchandises découverts au domicile d'un ex-officier de la gendarmerie furent immédiatement brûlés sur place. Chacun

Il est également exigé de cesser toute forme de provocation, représailles, harcèlement, de quelque nature que ce soit et à tous les niveaux, l'arrêt immédiat des assauts sauvages sur les populations ainsi que les intimidations, provocations et la cessation des violations des domiciles et du saccage des biens privés.

CHAPITRE III

REVENDICATIONS DEMOCRATIQUES ET HISTORIQUES (REF: 8,9,11,13)

8. Satisfaction de la revendication Amazigh dans toutes ses dimensions (Identitaire, civilisationnelle, linguistique et culturelle) sans référendum et sans conditions et la consécration de Tamazight en tant que Langue Nationale et Officielle.
9. Pour un Etat garantissant tous les droits socio-économiques et toutes les libertés démocratiques.
11. La mise sous l'autorité effective des instances démocratiquement élues de toutes les fonctions exécutives de l'Etat ainsi que les corps de sécurité.
13. Contre TAMHEQRANIT(HOGRA) et toute forme d'injustice et d'exclusion.

Consacrer officiellement les liens naturels et authentiques du peuple algérien avec son histoire, et lui permettre de vivre dans un Etat démocratique et respectueux des valeurs universelles des droits de l'homme.
Satisfaction de la revendication Amazigh dans toutes ses dimensions identitaire, civilisationnelle, linguistique et culturelle.
Tamazight langue Nationale et Officielle.
La consécration institutionnelle et constitutionnelle de Tamazight doit se traduire par un statut et des moyens identiques à ceux octroyés à la langue arabe.
L'Etat doit s'engager à concrétiser cette revendication avant toute consultation électorale.

Consécration et respect de toutes les libertés démocratiques énoncées par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et autres pactes y afférant.
Le libre exercice des libertés démocratiques sans aucune entrave par l'application effective de toutes les résolutions de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et la levée de toutes les réserves émises par l'Etat lors de sa ratification.
La séparation effective des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire.
Exigeons un plan de lutte contre la HOGRA, la corruption, les passes droit et toute forme de discrimination et d'exclusion empêchant l'exercice des droits citoyens.
Elaboration d'une charte citoyenne en collaboration avec le mouvement citoyen, apte à promouvoir de nouveaux rapports sociaux et assortie des textes juridiques d'application permettant le plein exercice de la citoyenneté.
Les dramatiques événements de la Kabylie ont démontré l'impuissance flagrante des élus et des responsables à tous les niveaux face à l'acharnement des gendarmes et au massacre des innocents.
Devant un drame de cette nature, l'ensemble des institutions doivent se remettre en cause et revenir aux normes citoyennes.
La toute puissance des corps de sécurité, l'impuissance des organes exécutifs, conjuguées à l'absence de tout pouvoir d'intervention des instances élues ont conduit fatalement au crime, à l'arbitraire et à l'impunité.
L'instauration de la démocratie et d'une large décentralisation effective exigent la prééminence des instances élues sur les instances exécutives et les services de sécurité.
C'est à cette condition, et à cette seule condition que les organisations citoyennes peuvent pleinement participer à la vie de la cité, par un contrôle permanent des affaires publiques,

pu les passer.
Exigeons de l'Etat la reconnaissance officielle et publique de ses responsabilités unilatérales, pleines et entières dans les événements du printemps noir 2001 par:
L'obligation de réparations morale et matérielle vis à vis de toutes les victimes et ayants droit.
Le statut de martyr pour toutes les victimes ayant succombé durant et suite aux événements.
Le statut d'invalide ou de mutilé pour toutes les victimes blessées dans leur chair, meurtries ou traumatisées.
Une juste réparation pour tous les préjudices matériels et moraux subis par la population.
Annulation de toutes poursuites à l'encontre des manifestants et prononciation d'un non lieu au profit de tous les manifestants mis en cause.
Prise en charge médicale par l'état de toutes les victimes et remboursement des frais engagés au profit des familles et de la collectivité.
La protection assortie de garanties publiques et juridiques de tous les témoins du drame.
La prise en charge pédagogique et psychologique des élèves dont la scolarité est perturbée suite aux tragiques événements

CHAPITRE II

REPARATION PAR LE CHATIMENT ET LA SANCTION (REF: 2,4,6,7)

2. Pour le jugement par les tribunaux civils de tous les auteurs, ordonnateurs et commanditaires des crimes et leur radiation des corps de sécurité et des fonctions publiques.
4. Pour le départ immédiat des brigades de gendarmerie et des renforts des CRS.
6. Arrêt immédiat des expéditions punitives, des intimidations et des provocations contre la population.
7. Dissolution des commissions d'enquêtes initiées par le pouvoir.

Exigeons de l'Etat le châtiment de tous les coupables et responsables avérés à tous les niveaux de commandement dans les événements. Il doivent être radiés de leurs corps respectifs et traduits devant les tribunaux civils.
Les brigades de gendarmerie, de par leurs comportements hors la loi, à l'origine de tous les fléaux tels la corruption, le trafic de drogue, le racket, les intimidations et humiliations, vainement dénoncées, ont fini par se rendre coupables d'assassinats délibérés de jeunes innocents, provoquant ainsi une véritable révolte généralisée et légitime des populations.
De ce fait, la présence de ce corps est devenue insupportable, au point d'être perçue et ressentie comme une agression intolérable aux yeux des citoyens.
Le départ de la gendarmerie et des CRS, s'impose donc comme un impératif incontournable.
Par ailleurs, toutes ses missions en relation avec la vie civile des citoyens, notamment celles du maintien de l'ordre et de police judiciaire, doivent être confiées à un corps civil de sécurité de remplacement.
Nous exigeons une commission d'enquête composée de personnalités indépendantes, intègres et ayant l'aval des familles des victimes, des blessés et des représentants du mouvement citoyen, en remplacement des commissions initiées par le pouvoir.
Mettre tous les moyens nécessaires, matériels et autres, et lever toutes entraves à l'éclosion de la vérité sur les assassinats et garantir la libre investigation dans les corps et les établissements concernés.
Nous exigeons l'engagement officiel de l'Etat à respecter les conclusion de cette commission.

exprimant ses griefs, c'est à propos de logement, d'eau, de nuisances industrielles, d'accaparements de toutes sortes que les corrompus ont été systématiquement désignés à la vindicte publique et traités en canailles. Pour commencer à s'attaquer aux problèmes vitaux que pose à tous le délabrement du pays, il fallait bien sûr s'attaquer d'abord à ceux qui empêchent de les prendre en charge. La population réglant ainsi ses comptes avec les responsables qu'elle avait sous la main, ce furent surtout les maires qui en subirent les effets. Mais au-delà de ces escarmouches, c'était le projet d'une complète *expropriation des expropriateurs* qui prenait forme. Encore marquée par certaines ambiguïtés qui allaient bientôt être levées par la rupture avec les syndicalistes, une déclaration du comité populaire de la wilaya (préfecture) de Béjaïa affirmait le 7 juillet à l'adresse du pouvoir : "Vos gendarmes, symboles de la corruption, ne servent qu'à tuer, à réprimer et à trafiquer. C'est pour cela qu'ils doivent partir immédiatement. Quant à notre sécurité, nos valeureux comités de vigilance s'en occupent à merveille : ils sont notre fierté." Elle poursuivait en rappelant que les problèmes des citoyens "sont pris en charge par nos délégués de quartiers, de villages et des délégués syndicaux qui fonctionnent dans une assemblée appelée comité populaire. N'est-ce pas cela la démocratie directe ?"

L'insurrection, ou du moins son organisation la plus avancée, est restée principalement cantonnée à la Kabylie. Il faut cependant parler d'une insurrection *algérienne*, car les insurgés kabyles eux-mêmes n'ont eu de cesse de l'affirmer telle, de chercher à l'étendre et de refuser le déguisement berbériste que voulaient leur faire endosser leurs ennemis comme leurs faux amis.

Il est bien inutile de s'interroger, à la façon d'une "commission d'enquête" gouvernementale ou de journalistes en mal de déclamations moralisantes, sur la part qu'aurait eue dans le déclenchement des émeutes une activité provocatrice particulière de la gendarmerie, comme si l'existence de l'état algérien et de sa répression sanglante n'était pas une provocation permanente, et comme si la population avait besoin de justifications spéciales pour se soulever. Les insurgés ont repris le terme de *hogra* par lequel les Algériens désignent l'arbitraire du pouvoir, les privilèges et la corruption, le mépris dont ils sont l'objet. S'en prendre à la *hogra*, c'était en réalité s'en prendre à l'état lui-même. Que resterait-il d'un état sans privilèges ni corruption, auquel seraient interdits l'arbitraire et le mépris ? En Algérie presque rien, encore moins que partout ailleurs le seul *service public* qui ait jamais réellement marché dans ce pays, depuis quarante ans, c'est la torture, complétée par l'assassinat politique. Tout en conspirant l'un contre l'autre pour s'approprier le pouvoir et la rente pétrolière à laquelle il donnait accès, les gangs étatiques n'ont à aucun moment cessé de conspirer *ensemble* contre le peuple. Comme le déclarait un de ces *décideurs* après la répression des émeutes d'octobre 1988 : "Pendant trente ans, nous avons pu nous déchirer, nous mettre des couteaux dans le dos. Mais nous prenions soin de ne jamais abandonner un dirigeant exclu, ne serait-ce qu'en continuant à lui rendre visite. Car nous étions unis par une certitude : nos enfants devaient nous succéder. Nous savions que le jour où cette loi serait rompue, cela en serait fini pour nous tous, car la rue, elle, ne se contenterait pas d'une tête, mais les exigerait toutes." (Propos cités par José Garçon dans sa préface au livre de Djallal

Malti, *La Nouvelle Guerre d'Algérie*, 1999.)

A travers tant d'épurations, de liquidations, de manipulations, tant de négociations "où chacun gardait sa mitraillette sous son paletot", d'exécutions discrètes et de tueries en masse, la véritable et unique continuité de l'état algérien (comme avant lui de l'appareil du F.L.N.) est toute *policière*. Dès 1956, c'est autour des services secrets du F.L.N. (embryon de la future Sécurité militaire) que s'organise la bureaucratie en formation; c'est à eux que revient dans toutes les luttes de fractions *le mot de la fin*. L'assassinat d'Abbane Ramdane en décembre 1957 marque leur victoire définitive sur ceux qui, dans l'appareil, privilégiaient l'idéologie pour contrôler le mouvement des masses et justifier le futur système bureaucratique de parti unique. Désormais, dans ce mixte de terrorisme policier et de phraséologie "révolutionnaire", il y aura de moins en moins de celle-ci et de plus en plus de celui-là. L'assassinat devient la procédure courante de règlement des confits, non seulement contre le M.N. A. de Messali Hadj, mais à l'intérieur du F.L.N. lui-même. à partir de 1958 (promotion "Tapis rouge"), les agents des services sont formés dans les écoles du K.G. B. à Moscou. Boumedienne - qui, après avoir porté Ben Bella au pouvoir au moment de l'indépendance, se débarrassa en 1965 de cette couverture gauchisante ("l'aile protectrice du burnous du leader", selon ses propres termes) pour instaurer le règne sans partage de la bureaucratie et de son idéologie "arabo-islamique" - avait lui-même été l'adjoint de Boussouf, l'organisateur de la police intérieure du F.L.N. Et l'on sait que les généraux qui composent la coupole mafieuse du pouvoir en Algérie, pour la plupart "déserteurs de l'armée" (c'est-à-dire ralliés sur le tard à la lutte indépendantiste), sont eux aussi allés dans les années soixante à Moscou pour acquérir d'autres compétences (au K.G.B. ou à l'académie Frounzé) ; de cette double formation, par le colonialisme et le stalinisme, ils ont retenu leurs méthodes de *pacification* (dite cette fois *éradication*), dignes des pires exactions de l'armée française, et leurs techniques de manipulation et de provocation. Tout cela est bien connu en Algérie, mais en France pas assez, car l'état algérien y compte toutes sortes de "relais" et de complices, en particulier dans les médias, où ils n'ont peut-être même pas tous besoin d'être stipendiés pour faire sa propagande : la fausse conscience de gauche et le "complexe du colonisateur" peuvent sans doute parfois y suffire, même si les services algériens *arrosent* largement, et pas seulement des partis politiques.

Au plus fort des émeutes en Kabylie, on nous a ainsi informés à la "une" du *Monde*, en fabriquant un *scoop* bien horrifique avec l'aide d'un tortionnaire à demi gâteux en mal de publicité, que l'armée *française* avait, plus de quarante ans auparavant, torturé et massacré. De même, quand vient le moment, si tard là encore, d'évoquer l'assassinat de centaines d'Algériens par la police parisienne en octobre 1961, on se garde généralement de trop insister sur la responsabilité du F.L.N., qui fit défiler (sous la contrainte s'il le fallait) les travailleurs immigrés avec femmes et enfants, les envoyant ainsi défier le couvre-feu en leur *interdisant* de s'armer ou d'organiser une autodéfense quelconque, alors même que l'hystérie raciste de la police parisienne avait été portée à son comble, avec la peur, par les attentats commis contre des policiers au cours des mois précédents, et tout cela, dans la meilleure tra-

Préambule

Du printemps noir 2001, ayant entraîné des dizaines de morts et des centaines de blessés, est né, dans la douleur, le Mouvement Citoyen. L'assassinat prémédité du jeune lycéen GUERMAH Massinissa dans l'enceinte de la brigade de gendarmerie de BENI DOUALA et l'enlèvement des collégiens d'AMIZOUR, n'est que l'étincelle qui a ébranlée toute la société longtemps bafouée dans sa dignité et ses droits légitimes.
Le régime totalitaire, avec sa gestion bureaucratique, a produit les frustrations de notre jeunesse marginalisée.
Le déni identitaire et linguistique, le ras le bol généralisé, l'étouffement de toutes les libertés , l'impunité et la Hogra institutionnalisées , le chômage endémique, sont autant de facteurs ayant poussé la jeunesse à se soulever.
Le pouvoir fidèle à ses pratiques machiavéliques depuis l'indépendance, s'est rendu encore une fois coupable des événements dramatiques du printemps noir 2001 de la Kabylie, assumera seul la pleine et entière responsabilité du drame.
Le mouvement citoyen d'essence démocratique et résolument pacifique, mobilisateur et émanant des profondeurs de la société, transpartisan, autonome, se refusant à toute forme d'allégeance ou substitution aux formations politiques et aux institutions de l'état, tirant les leçons du passé, réaffirme son engagement et sa détermination à honorer le sang des martyrs et des victimes et à faire aboutir la plate forme de revendications d'El Kseur.
Afin de contrer l'interprétation fallacieuse, réductrice et tendancieuse de cette plate forme de revendication, et devant les tentatives vaines du pouvoir de travestir son esprit et sa portée, en la vidant de son sens par des procédés sournois, allant jusqu'à se trouver une pseudo délégation de " négociateurs " au service de leurs seuls intérêts. L'explicitation de la plate forme d'EL Kseur qui suit, fait apparaître clairement la portée authentique à la hauteur des espérances de ses martyrs et des citoyens.
Le sang de nos enfants ne fera l'objet d'aucun marchandage et le sacrifice suprême consenti ne sera pas vain.
Face aux multiples actions locales et nationales entreprises pacifiquement par des millions de citoyens en vue de faire aboutir les revendications légitimes, le pouvoir a répondu par des répressions sanglantes et meurtrières, par l'usage de son arsenal de guerre et de pratiques diaboliques allant jusqu'à vouloir dresser une partie du peuple algérien contre une autre.
Devant la forfaiture du pouvoir qui reste sourd aux revendications légitimes, le mouvement citoyen prend à témoin l'opinion publique nationale et internationale et exige une réponse officielle favorable urgente et publique à la plate forme de revendication d'El Kseur adoptée le 11 juin 2001 et explicitée à Larbaa nath-irathen le 31 octobre 2001.

CHAPITRE I

REPARATIONS DUES AUX VICTIMES DU PRINTEMPS NOIR 2001 (REF: 1,3,5,14)

1. Pour la prise en charge urgente par l'Etat de toutes les victimes blessées et familles des martyrs de la répression durant les événements.
3. Pour un statut de martyr à chaque victime de la dignité durant ces événements et la protection de tous les témoins du drame.
5. Pour l'annulation des poursuites judiciaires contre tous les manifestants ainsi que l'acquittement de ceux déjà jugés durant ces événements.
14. Pour un réaménagement au cas par cas des examens régionaux pour élèves n'ayant pas

PLATE FORME EXPLICITÉE DE REVENDICATIONS D'EL KSEUR
Du 11 juin 2001

Nous, représentants des wilaya de Tizi-Ouzou, Bgayet, Bouira, Boumerdes, Sétif, Bordj Bouareridj, Alger et le Comité collectif des Universités d'Alger, réunis ce jour 11 juin 2001 à la maison de jeunes Mouloud FERAOUN d'El Kseur (Bgayet), avons adopté la plate forme commune suivante:

1. Pour la prise en charge urgente par l'Etat de toutes les victimes blessées et familles des martyrs de la répression durant les événements.
2. Pour le jugement par les tribunaux civils de tous les auteurs, ordonnateurs et commanditaires des crimes et leur radiation des corps de sécurité et des fonctions publiques.
3. Pour un statut de martyr à chaque victime de la dignité durant ces événements et la protection de tous les témoins du drame.
4. Pour le départ immédiat des brigades de gendarmerie et des renforts des CRS.
5. Pour l'annulation des poursuites judiciaires contre tous les manifestants ainsi que l'acquittement de ceux déjà jugés durant ces événements.
6. Arrêt immédiat des expéditions punitives, des intimidations et des provocations contre la population.
7. Dissolution des commissions d'enquêtes initiées par le pouvoir.
8. Satisfaction de la revendication Amazigh dans toutes ses dimensions (Identitaire, civilisationnelle, linguistique et culturelle) sans référendum et sans conditions et la consécration de Tamazight en tant que Langue Nationale et Officielle.
9. Pour un Etat garantissant tous les droits socio-économiques et toutes les libertés démocratiques.
10. Contre les politiques de sous développement, de paupérisation et de clochardisation du peuple Algérien.
11. La mise sous l'autorité effective des instances démocratiquement élues de toutes les fonctions exécutives de l'Etat ainsi que les corps de sécurité.
12. Pour un plan d'urgence socio-économique pour toute la région de Kabylie.
13. Contre TAMHEQRANIT(HOGRA) et toute forme d'injustice et d'exclusion.
14. Pour un réaménagement au cas par cas des examens régionaux pour élèves n'ayant pas pu les passer.
15. Institution d'une allocation chômage pour tout demandeur d'emploi à hauteur 50% SNMG.

NOUS EXIGEONS UNE REPONSE OFFICIELLE, URGENTE ET PUBLIQUE A CETTE PLATE FORME DE REVENDICATIONS

ULAC SMAH ULAC LE COMBAT CONTINUE







de l'Espagne post-franquiste, soit finalement accordé à là Kabylie : il n'y a guère d'autre issue institutionnelle à la crise, et outre que celle-là est la plus présentable à l'étranger, elle est susceptible de rallier sur place tout le personnel politique qui n'attend que cette occasion. (Si le F.F.S. s'affaire surtout à organiser en Kabylie les ennemis des assemblées, le R.G.D., fidèle à son passé et trop discrédité sur place pour ce genre d'opérations, mise quant à lui sur un accord négocié avec les "décideurs" et concédant l'autonomie : Sadi se voit déjà en Jordi Pujol de cette Catalogne-là.) Ceux qui se préparent à diriger une Kabylie autonome ont évidemment, comme le répugnant Ferhat Mehenni qui lui donne pour programme de devenir "la Californie de toute l'Afrique", des ambitions et des buts radicalement opposés à la tendance profonde des coordinations. Et Si c'est bien ce scénario d'une "politique kabyle" qui prévaut à Alger (le pouvoir renouant ainsi, sur ce point également, avec les méthodes de la colonisation>), les assemblées ne pourront reculer plus longtemps, sauf à abdiquer totalement en acceptant de s'intégrer à un appareil d'état "régionalisé", devant la tâche de défendre leur propre autonomie en l'étendant à tout ce qu'elles ont jusqu'ici laissé de côté. C'est en particulier la question des vraies richesses, sommairement évoquée dans la plate-forme d'El-Kseur par le refus de la "clochardisation" et de la "paupérisation", qu'il leur faudra alors élucider, en comprenant en quoi le développement économique, non seulement ne met pas fin à la "paupérisation", mais la précipite en y ajoutant de nouvelles misères. Tout est encore possible aux assemblées de Kabylie, y compris d'en arriver là.

En France, l'insurrection algérienne a été plus ignorée qu'incomprise, et plus encore qu'ignorée, spontanément méprisée, la fausse conscience ne voyant rien là d'intéressant, tout occupée qu'elle est à scruter les "phénomènes de société" qu'on met en scène à son intention. Quant aux intellectuels, dont certains délégués avaient la naïveté de croire qu'ils pourraient aider à faire connaître le mouvement à l'étranger, ils se sont bien gardés d'en dire quoi que ce soit. Sans parler des Glucksmann et des Bernard-Henri Lévy, zélés propagandistes de l'anti-islamisme des généraux algériens, on n'entendit pas beaucoup ce Bourdieu d'ordinaire si bavard sur les "mouvements sociaux", et qui a tout de même commencé sa carrière en prenant les Algériens, et les Kabyles en particulier, pour objet de sa science sociologique. Le fond de l'abjection fut atteint avec naturel par Sollers affirmant que toute "dignité humaine" n'était qu'illusion (spectaculaire bien évidemment), puisque de toute façon personne n'allait se "mobiliser pour défendre la révolte kabyle" (*Le Journal du Dimanche*, 27 mai 2001).

On peut conserver l'ambition de ruiner ces syllogismes de l'acceptation. Mais pour l'instant les insurgés d'Algérie sont seuls, plus seuls que ne l'ont jamais été des révolutionnaires dans le passé.

Jaime SEMPRUN

de Tizi-Ouzou n'a rien trouvé de mieux à faire en la circonstance que d'envoyer "un message de soutien au peuple américain" où, en plus des "sincères condoléances au président George W. Bush", elle alignait toutes les platitudes de la propagande bien pensante.

À bien la considérer, cette retenue sur le sujet du terrorisme n'est sans doute qu'une conséquence de celle, plus centrale, qui marque l'ensemble de la stratégie spontanément adoptée par les assemblées depuis le printemps. Ayant créé en Kabylie un état de fait qui s'apparente à bien des égards à une situation classique de *double pouvoir*, elles se gardent de tout ce qui pourrait compromettre le fragile équilibre qui s'est ainsi établi. Leur volonté maintes fois réaffirmée de s'en tenir à des méthodes pacifiques, aussi compréhensible soit-elle après tant de morts, et depuis si longtemps, ne saurait pourtant leur suffire à maîtriser pratiquement l'inévitable part de violence - ne serait ce que face aux provocations - d'un conflit qui ne peut qu'être toujours plus aigu. Même leur critique de la politique reste une sorte de critique *par défaut* : l'autonomie est fermement défendue contre les partis, mais l'exercice de cette autonomie est cantonné à la "protestation", toute "proposition" étant rejetée d'emblée avec la politique, et assimilée à ces "options de prise de pouvoir" que le code d'honneur adopté par les délégués de Tizi-Ouzou récuse. Déjà en juin, la plate-forme proposée à Béjala avait finalement été refusée, parce que deux revendications - l'abrogation du code de la famille et la suppression de l'état d'urgence - étaient "partisanes" (la première étant en effet soutenue par le R.C.D., et la seconde par le F.F.S.), et qu'il n'était donc pas question de les faire endosser par les assemblées. Il ne faut pourtant pas voir là quelque chose comme l'habituel modérantisme imputable à un *appareil* en formation (même si bien sûr il existe toujours le risque de voir se former à l'intérieur des coordinations une "élite", un encadrement qui serait par nature porté à défendre une telle "stratégie"). La réunion de la coordination de Tizi-Ouzou, à Illilten le 24 août, a d'ailleurs rejeté à l'unanimité la proposition de recruter deux permanents qui seraient "chargés des travaux de secrétariat" : ""Nous sommes tous des volontaires au sein du mouvement et il n'est pas question que l'on paye qui que ce soit", a-t-on rétorqué dans la salle." (*La Tribune*, 25 août 2001.) La limitation du programme *explicite* des assemblées peut d'autant moins être assimilée à une politique conciliatrice que le rejet des toutes dernières propositions de négociation, émanant cette fois très officiellement de Bouteflika, vient de montrer que les assemblées ne se dérobaient pas à une nouvelle épreuve de force.

La stratégie spontanée des assemblées les a amenées très logiquement à la désobéissance civile désormais envisagée par les coordinations (avec comme première mesure le non-paiement des factures d'électricité, au motif qu'elles incluent une taxe perçue par ta télévision d'état). Et l'on peut penser qu'en se transformant en projet positif de sécession, le mouvement anti-étatique des assemblées va retrouver devant lui toutes ces tâches qui incombent à un pouvoir insurrectionnel et qu'il a refusé jusqu'ici d'assumer, un peu à la façon des anarchistes espagnols en 1936. Aucune fraction du pouvoir n'étant manifestement prête à prendre le risque d'une répression ouverte, il est en effet fort possible qu'un statut d'autonomie, sur le modèle dition bureaucratique, pour "ne pas relâcher [la] pression" (Ben Khedda) sur le gouvernement français, pendant les négociations qui préparaient le cessez-le-feu.

Pour les bureaucrates qui les glorifiaient cyniquement dans leurs slogans ("un seul héros, le peuple"), les masses algériennes n'ont donc jamais été qu'un *matériel humain* disponible à leurs opérations et à leurs manœuvres, chair à canons ou à matraques, que l'on envoyait se faire massacrer par les Français, et qu'ensuite on a massacré directement. La détermination intacte des émeutiers, alors que les morts dans leurs rangs se comptaient déjà par dizaines, témoigne suffisamment de la haine accumulée au fil des ans en Algérie (et particulièrement en Kabylie) contre l'appareil répressif de l'état. "Pas de pardon, jamais !" a été le slogan le plus populaire. La plate-forme de revendications adoptée à El-Kseur le 11 juin par la coordination interwilayas exigeait "le départ immédiat des brigades de gendarmerie" de Kabylie. Pour *Le Monde diplomatique*, c'était même la seule chose que les révoltés revendiquaient "avec clarté". Mais eût elle été la seule qu'elle n'en aurait pas moins constitué une sorte de programme pour une révolution algérienne. Une telle exigence, complétée par celle de "mise sous l'autorité effective des instances démocratiquement élues de toutes les fonctions exécutives de l'état ainsi que des corps de sécurité", revenait en effet à donner pour but au mouvement le démantèlement des "détachements spéciaux d'hommes armés" qui sont la principale "expression matérielle" de tout état, et en Algérie à peu près la seule qui fonctionne. Procéder effectivement à ce démantèlement, organiser la reprise du pouvoir d'état par la société, par les masses populaires "qui substituent leur propre force à la force organisée pour les opprimer" (Marx à propos de la Commune), fût-ce seulement sur une fraction du territoire, cela ne peut évidemment être accompli sans une révolution de toute la vie sociale. Et c'est ce à quoi tendaient les actions des insurgés, quand ils assiégeaient les gendarmes, les isolaient et les mettaient en quarantaine, les séparant de la société pour que la société se sépare d'eux. Voilà bien le *séparatisme* dont la Kabylie a donné l'exemple à toute l'Algérie.

La seule existence d'un tel mouvement est en elle-même le démenti de la totalité des mensonges politiques qui empuantissent l'Algérie depuis tant d'années. La subversion réelle a commencé à dissiper la brume poisseuse des fictions policières et à remettre chacun à sa place : "Nous refusons de nous solidariser avec ceux qui détruisent les biens de l'état", déclarait ainsi le 9 juillet un représentant du F.L.S. Au Portugal en 1974, on disait : "La vérité est comme l'huile." En Kabylie aujourd'hui, on dit : "La vérité est comme un bouchon de liège." Antithèse directe de tout mensonge d'état, l'insurrection ne s'est pas contentée de *réclamer* la vérité (les commissions d'enquête gouvernementales avaient vu leurs conclusions dénoncées par avance, et leur dissolution était une des revendications de la plate-forme d'El-Kseur), elle l'a *imposée* chaque fois que cela était possible par la dénonciation *à chaud* de l'imposture. A cet égard, un des plus beaux moments, dans un mouvement où il y en eut tant, fut la manifestation des femmes, à Tizi-Ouzou le 24 mai. Les manifestantes commencèrent par interdire à la très officielle "association des veuves et filles de martyrs de la guerre d'indépendance" de se joindre à leur cortège, puis elles en expulsèrent en l'insultant Khalida Messaoudi, conseillère et selon ses propres termes

"compagne dans le militantisme" de Bouteflika, qui, tout juste sortie du R.C.D., prétendait venir là se refaire une virginité : "Alors qu'elle voulait se glisser dans le cortège, des huées se sont élevées. "Khalida dehors", criaient les unes. "Khalida Lewinski", hurlaient les autres. Elle a été évacuée d'extrême justesse vers Alger." (Libération 26-27 mai 2001.) Enfin, après avoir ainsi manifesté leur mépris pour le pouvoir et pour ses supplétifs médiatiques-démocratiques, elles ne l'épargnèrent pas aux berbéristes, et interdirent également à des partisans de l'autonomie de la Kabylie de rejoindre la marche.

Le rejet de toutes les représentations politiques a été l'une des constantes de l'insurrection, et l'un de ses aspects les plus calomniés Les locaux des deux partis (R.C.D. et F.F.S.) qui auraient pu nourrir quelque espoir de tirer profit d'un tel mouvement ont flambé parmi les premiers : Tizi-Rached, en même temps que la banque, le siège de la Sécurité sociale et la recette des impôts, dès le 26 avril. Et même lors de la manifestation du 25 juin à Tizi-Ouzou, à l'occasion du troisième anniversaire de l'assassinat du chanteur Lounès Matoub, on entendit parmi les slogans, outre "un Kabyle est un Kabyle, ses ennemis sont les gendarmes", "pas de F.F.S., pas de R.C.D.". Le plus discrédité était assurément le R.C.D., dont la démission fin avril du gouvernement (dans lequel son entrée en décembre 1999 avait été qualifiée par son chef Sadi d'"événement politique qui constitue à la fois une consécration et un bouleversement") ne pouvait faire oublier la collaboration de longue date avec le clan militaire des "éradicateurs". Quant au F.F.S., moins compromis avec le pouvoir, il fit en sorte de désabuser quiconque à son sujet en présentant le 12 mai à Bouteflika, au chef d'état-major de l'armée et au patron de la D.R.S (ex-Sécurité militaire) un "mémorandum" qui consistait essentiellement à leur proposer ses services pour organiser une "transition démocratique".

II

Le trait le plus remarquable de l'insurrection algérienne est sans conteste son auto-organisation. L'hostilité aux partis politiques et à "toute proximité avec le pouvoir", la méfiance devant toute représentation incontrôlée, le refus de servir une fois encore de piétaille à des manœuvres d'appareil, tout cela a trouvé son accomplissement positif dans la généralisation et la coordination des assemblées de villages et de quartiers, vite reconnues par tous comme la seule expression authentique du mouvement. Dès le 20 avril, les délégués des quarante-trois villages de la *daïra* (sous-préfecture) de Béni Douala s'organisent en coordination et lancent le mot d'ordre de grève générale. Dans les jours qui suivent, des comités de villages et des coordinations se forment dans toute la wilaya de Tizi-Ouzou. Le 4 mai, à Tizi-Ouzou même, des affiches appellent à une grève générale de six jours ; elles émanent d'une coordination provisoire des quartiers, "selon nos sources totalement inconnue à Tizi-Ouzou", écrit le 5 mai le journal *Liberté*, qui fait état le lendemain des inquiétudes que suscitent ces formes d'auto-organisation dans les "états-majors des partis". Le 6 mai est annoncée pour le 10 une réunion à Béni Douala des délégués d'assemblées de villages des wilayas de Tizj-Ouzou, Béjala et Bouira, en vue de créer une coordination pour toute la Kabylie et d'adopter une plate-forme de coup fait : dans des conditions très dures, elle est parvenue à accomplir pour la liberté ce que n'arrivent même pas à *imaginer* les habitants de la démocratie marchande, alors qu'ils doivent perdre une à une leurs illusions de sécurité. Ses limites ou ses défauts ne sont pas ce qu'en ont dit ceux à qui leur idéologie (en général banalement étatiste) interdisait d'adopter le point de vue des insurgés eux-mêmes, et donc de se représenter les circonstances dans lesquelles ils se trouvaient et les problèmes qu'ils affrontaient. En revanche, pour qui ne prétend pas juger ce mouvement au nom de principes particuliers ou d'intérêts distincts des siens, mais le défendre au nom de ce qu'il a fait de meilleur et de ce à quoi le mènent ses propres principes, un certain nombre d'inconséquences, d'illusions ou de naïvetés constituent des faiblesses bien réelles. Les relever n'est qu'une autre manière de rendre hommage à la liberté de critique qui a dès le début prévalu dans les assemblées : "Les réunions de la coordination auxquelles nous avons assisté (Azazga, Tizi-Ouzou) ne se sont pas déroulées dans un calme exemplaire. Le débat autour d'un seul point dure des heures. Les voix montent. Les avis s'entrechoquent. Le consensus est dégagé au forceps, souvent à la seconde ou troisième rencontre. "La démocratie ne s'accommode pas de l'unanimisme", nous dit-on." (*El Watan*, 14 juin 2001.)

Quant à l'obligation, qui aurait pu devenir paralysante de parvenir à un consensus pour toute prise de décision, les coordinations s'en sont déjà judicieusement libérées en adoptant la régle de la majorité des trois quarts lorsqu'un accord unanime ne peut être obtenu. De même la coordination interwilayas a décidé fin août, relevant "l'absence de l'élément féminin" dans les coordinations comme l'un des "points faibles du mouvement", d'encourager la participation des femmes. (Remarquons à ce sujet que seule une féministe obsédée de *parité* peut croire que les femmes ne jouaient aucun rôle dans les communautés villageoises, sous prétexte qu'elles n'étaient pas formellement membres des assemblées, et ne pas voir comment elles participent de fait a l'actuel mouvement, sans qu'il soit besoin pour cela de fixer, à l'américaine, un quota de déléguées.)

Plus grave est la timidité dont ont fait preuve les coordinations à propos du terrorisme "islamique", alors que personne n'ignore en Algérie la responsabilité de l'armée et de ses services spéciaux dans sa fabrication et sa perpétuation depuis dix ans ; au moins sous la forme de la "sale guerre" menée par les prétendus éradicateurs. Cette étrange retenue, sur un sujet aussi décisif pour un mouvement qui déclare vouloir se réapproprier l'histoire de l'Algérie, était déjà une erreur alors que les attentats reprenaient (à Alger pour la première fois depuis trois ans), cernant véritablement la Kabylie à l'ouest et à l'est, comme un tir de barrage ; et il ne s'est trouvé à ce sujet qu'un membre du comité populaire de Béjala pour poser, au moins, la question : "Est-ce que les terroristes ne sont pas réactivés pour tuer le mouvement populaire en Kabylie ?" (*Le Jeune Indépendant*, 25 juillet 2001.) Mais la retenue n'était décidément plus de mise après les attentats du 11 septembre aux États-Unis, lesquels ont très opportunément permis aux généraux algériens, bien relayés par une presse qui sur ce sujet reste indéfectiblement aux ordres, de se poser en avant-garde de l'antiterrorisme "démocratique", afin de dissuader les puissances étrangères de miser sur un changement de régime. Or la coordination de la wilaya





revendications; un délégué déclare : "Les partis, personne n'y croit plus ici." (*Liberté* du 7 mai.) Cette réunion à Béni Douala se tient effectivement à la date prévue, mais ne rassemble finalement que les délégués (deux cents) d'une grande partie des villages de la wilaya de Tizi-Ouzou : les journalistes sont pris à partie, la presse ayant diffusé un faux communiqué annonçant le report de la réunion (ce n'est que le début d'une campagne de désinformation et de calomnies qui ira s'amplifiant) ; par ailleurs, un maire qui prétend rappeler la réunion au respect de la légalité doit quitter la salle : "On n'a pas besoin de maire ici ou d'un quelconque représentant de l'Etat", déclare un délégué. (Huit jours plus tard à Illoula, un autre maire devra également, quoique délégué de son village, quitter la salle de réunion.) Le souci de l'autonomie du mouvement et la volonté de contrôler étroitement ses représentants marquent toutes les décisions; ainsi, par exemple, celle de créer une permanence à Tizi-Ouzou pour diffuser les informations en vue de la prochaine réunion de délégués : l'assemblée prend soin de lui interdire de s'exprimer au nom du mouvement (pas de déclaration à la presse, etc.).

Il est impossible de reconstituer dans le détail la façon dont le mouvement des assemblées s'est étendu à toute la Kabylie, puis au-delà ; ne serait-ce que parce que la presse algérienne dite indépendante (pour ne rien dire de la France), tout en faisant une large place à ce qui pouvait illustrer l'urgence d'une modernisation "démocratique", n'a que très partiellement fait état de l'activité et des déclarations des assemblées, quand elle ne les a pas calomniées. On peut toutefois indiquer les principales avancées de l'auto-organisation, qui progresse au même pas que l'émeute à travers le pays. Le 18 mai à Illoula, une réunion des délégués de villages de la région de Tizi-Ouzou adopte une première plate-forme de revendications (parmi lesquelles le départ immédiat et sans conditions de toutes les brigades de gendarmerie) et appelle à une marche à Tizi-Ouzou. Celle-ci rassemble le 21 mai plusieurs centaines de milliers de manifestants ("La "marche noire" a été le fait de la coordination des comités de villages, et les partis politiques n'y avaient aucune présence visible", notait *Le Monde* du 23 mai). Les réunions de délégués qui se succèdent ensuite aboutissent à la formation d'une coordination interwilayas (Tizi-Ouzou, Béjaïa, Bouira, Sétif, Boumerdès, Bordj-Bou-Arreridj, Alger ainsi que le Comité collectif des universités d'Alger) et à l'adoption, le il juin à El-Kseur ; d'une plate-forme commune de revendications. La marche sur Alger, le 14 juin, constitue le point culminant de cette première phase du mouvement.

Cette marche du 14 juin signifiait de fait, quoique ses organisateurs ne semblent pas en avoir eu clairement conscience, tenter d'installer la subversion à Alger même et défier l'état chez lui : cela équivalait à une tentative insurrectionnelle, au sens étroit et pour ainsi dire technique du terme. En effet, aller déposer à la Présidence la plate-forme d'El-Kseur (puisque tel était l'objectif affirmé), alors que les manifestants dans les rues d'Alger se comptaient par centaines de milliers, sinon par millions, c'était parler à l'état de puissance à puissance, et proclamer devant le peuple algérien que l'heure avait sonné de régler tous les comptes de l'oppression subie depuis 1962.

Il aurait alors suffi que les troubles durent à Alger *un jour de plus* pour que dans le pays entier la population, voyant le pouvoir vaciller, se jette dans la bataille. De son côté, celui-ci voyait clairement qu'il lui fallait à tout prix empêcher que la subversion s'installe à Alger, et quelle que fût par ailleurs sa paralysie, il conservait des forces bien suffisantes pour écarter ce danger, étant donné la supériorité que lui conférait sa position défensive : il a donc efficacement mis en oeuvre tous ses moyens répressifs, fractionnant le cortège des manifestants venus de Kabylie, bloquant la plupart d'entre eux à dix kilomètres du centre ville, isolant les groupes d'émeutiers et lançant contre les manifestants des provocateurs recrutés dans la basse pègre. Parmi les facteurs favorables au pouvoir, il faut aussi compter la démoralisation et la peur dont les habitants d'Alger, qui ont payé le plus lourd tribut à la "sale guerre", avaient seulement *commencé* à se défaire grâce à l'agitation entretenue par les étudiants depuis le début du mois de mai et lors de la manifestation appelée par le F.F.S. le 31, qui avait permis une première jonction avec les insurgés de Kabylie. Les propos d'Algérois rapportés par la presse exprimaient assez bien ce qu'il en était à ce moment, alors que depuis une semaine des manifestations spontanées se formaient chaque jour à Alger (mais aussi à Oran, Sétif, Boumerdès), rassemblant quelques centaines ou milliers de personnes :

"*On crie "pouvoir assassin". On prend des coups. Puis on rentre cher soi et on regarde aux télévisions françaises les vraies émeutes en Kabyle, à une heure d'ici à peine. Mais aujourd'hui on saura mieux où on en est : si nous aussi on entre dans la guerre ou si on reste dehors."*

"*On sortait à peine des quartiers à cause des, attentats, des policiers, des terroristes, de tout. Là, je me dis : c'est notre tour, il faut y aller. Mais je suis très désorienté."*

"*Qui en Algérie ne ressent pas l'injustice et le ras-le-bol ? Qui ne veut pas en finir ? Mais Alger n'est pas la Kabylie. Là-bas c'est très dur, mais ils se connaissent tous, ils sont tous ensemble, avec une culture, des structures fortes qui ont résisté malgré la guerre. Nous ici, on a pour toute éducation, politique les feuilletons égyptiens. Après des années d'intox, de bulletins du G.I.A. qui ressemblaient à de la science-fiction, on a de la bouillie dans la tête. Dans une grande ville, il peut se passer n'importe quelle provocation ou coup tordu."* (Libération, 31 mai 2001)

"*Ils ont de la chance. En Kabylie, ils ne sont jamais seuls. Ils ont toute leur culture, leurs structures. Nous, on vit au milieu des indics et des posters de Rambo."* (Libération, 1er juin 2001)

Le coup d'arrêt donné par le pouvoir le 14 juin marquait la limite qui s'est depuis lors imposée au soulèvement. Les deux tentatives avortées de nouvelles marches sur Alger (le 5 juillet et le 8 août) montrèrent que l'occasion de lancer ainsi le signal d'un soulèvement général était bel et bien passée, pour une période au moins. Pour garder ses chances de s'étendre au reste de l'Algérie, le mouvement devait surtout reprendre l'initiative en Kabylie, et pour cela renforcer son autonomie : après le premier élan offensif, venait le moment de l'élaboration interne. Ayant changé tant de choses autour de lui, le mouvement des assemblées ne pouvait pas ne pas en



cas de la conception de l'honneur collectif conservée par ces communautés, selon laquelle c'était y porter gravement atteinte que de faire appel à quelque autorité extérieure que ce soit. En 1948, une assemblée de village interdisait par exemple formellement la communication d'informations concernant les affaires de la communauté : "Donner un renseignement à une autorité quelconque, même sur la moralité d'un concitoyen, même sur le chiffre de l'imposition, est sanctionné par une amende de dix mille francs. C'est le taux d'amende le plus fort qui existe. Le maire et le garde-champêtre n'en sont pas exempts." (Rapport d'un administrateur des services civils d'Algérie, *in* Alain Mahé, *op.cit.*) En 1987, un épisode relaté par Mahé montre l'autonomie de l'assemblée défendue tout aussi vigoureusement, en l'occurrence contre un émigré de retour au village qui avait fait appel à la gendarmerie pour régler une affaire sur laquelle s'était prononcée l'assemblée. Et alors que commençait à s'organiser l'actuel mouvement des comités de quartiers et de villages, un délégué (de l'aarch des Ait Djennad) déclarait, faisant ainsi la preuve qu'au moins le souvenir de cette tradition ne s'était pas perdu : "Auparavant, lorsque la *tajmat* prenait en mains la résolution des conflits entre les gens, punissait le voleur ou le malfrat, on n'avait pas besoin d'aller au tribunal. C'était même honteux." (Il est sans doute assez difficile à un citoyen de nos démocraties de masse, plus enclin pour sa part *à réclamer* l'intervention de l'état dans chaque détail de sa vie, de comprendre un tel genre de civisme : ici ce seraient plutôt des *en dehors* qui pourraient s'y reconnaître. Plus étrange encore pour la passivité démocratique moderne, on trouve cité dans l'étude de Daumas sur la Kabylie un *kanoun* - liste des infractions sanctionnées par le droit coutumier, assortie des amendes fixées par l'assemblée - où est mentionné parmi les délits celui de "ne pas acheter un fusil quand on a les moyens de le faire" : voilà qui fait paraître encore plus comiques les illusions d'un autre militaire français kabylophile, affirmant en 1863 qu'"il sera facile, avec le temps, de calquer les kanouns municipaux sur notre code, dont nombre d'articles se prêteraient parfaitement aux coutumes berbères".)

La force que l'actuel mouvement des assemblées a tirée de ce passé n'est telle que parce qu'il lui a servi à commencer de répondre aux besoins révolutionnaires de la société algérienne. Quand les aarchs y sont réapparus *comme des revenants*, le progressisme s'est rassuré en préférant voir là le dernier sursaut d'une communauté traditionnelle moribonde : un rebut historique, un vestige depuis longtemps condamné. On a vu la suite. Et sans céder aux facilités du pathos berbériste ("l'éternel Jugurtha", etc.), il faut tout de même noter, à propos de la prétendue caducité de ces assemblées villageoises, que, de mémoire d'étatiste, on ne les a jamais vues disparaître ; ce sont plutôt elles qui ont vu passer et s'anéantir plusieurs formes de domination étatique : sans remonter jusqu'aux Romains, au moins celle des Turcs, puis des Français, et bientôt peut-être celle de l'actuel pouvoir militaro-bureaucratique, si elles parviennent à devenir tout ce que la situation révolutionnaire qu'elles ont créée exige qu'elles soient.

IV

Même si elle devait s'arrêter là, l'insurrection algérienne aurait déjà beau-être lui-même changé. Tout au long des mois de juillet et d'août, la nécessité s'impose aux assemblées de réfléchir à leur propre organisation, d'en préciser les buts et les moyens. La coordination des aarchs, daïras et communes de la wilaya de Tizi-Ouzou réaffirme, lors de ses "conclaves" d'Azeffoun (7 juillet) et d'Assi-Youssef (12-13 juillet), les principes démocratiques qui fondent l'organisation des coordinations : liberté des débats à la base, élection des délégués en assemblée générale des villages et des quartiers, autonomie d'organisation et d'action des coordinations communales composées de ces délégués, coordination de wilaya composée de deux délégués par coordination communale dûment mandatés, etc. ; tout cela devant assurer, selon le "principe de l'horizontalité", le strict contrôle des décisions par la base des assemblées. A travers les débats et les conflits, toujours publics, qui se développent au cours de ces semaines, une ligne de partage se dessine entre ceux qui veulent aller à la négociation et transformer pour ce faire les coordinations en "interlocuteur responsable", et ceux qui défendent l'autonomie des assemblées, l'organisation "horizontale" et le refus de toute négociation. A Béjaïa, le conflit devient si aigu qu'il aboutit le 17 juillet à une scission entre le comité noyauté par les syndicalistes et les gauchistes (qui conserve le nom de "comité populaire") et une coordination intercommunale qui dénonce cette tentative de "caporalisation" du mouvement et l'abandon des objectifs initiaux. Cette coordination appelle avec succès à une grève générale et à une marche le 26 juillet ; la rue tranche, et l'un des slogans de la manifestation est : "Traîtres dehors ! Syndicats dehors !" Quant à la coordination de la wilaya de Tizi-Ouzou, elle adopte à la mi-juillet un "code d'honneur" des délégués par lequel ceux-ci s'engagent, entre autres, "à ne mener aucune activité et action qui visent à nouer des liens directs ou indirects avec le pouvoir", "à ne pas utiliser le mouvement à des fins partisanes et ne pas l'entraîner dans des compétitions électoralistes ou dans des options de prise du pouvoir", "à ne pas accepter un poste politique quelconque dans les institutions du pouvoir", et "à ne pas donner au mouvement une dimension régionaliste sous quelque forme que ce soit" ; ce code d'honneur est complété le 27 juillet par un engagement "à démissionner publiquement du mouvement avant de briguer un quelconque mandat électoral".

Parmi les exemples d'énergie historique que nous a donnés le soulèvement algérien, aucun ne prouve mieux sa puissance que celui de ses dissensions, qui auraient suffi pour anéantir n'importe quelle organisation hiérarchisée ou mouvement de masse encadré, tandis qu'il parut toujours y puiser de nouvelles forces. Les ennemis des coordinations ne cessèrent d'annoncer leur dislocation prochaine sous l'effet des discussions et des divergences (le journal *Liberté* avait donné le ton dès le 10 mai en ironisant lourdement sur l'impréparation de la réunion de Béni Douala : "Ce conclave qui alimente les discussions dans toute la Kabylie et qui suscite les appréhensions voire les craintes des partis politiques de la région, et même des simples citoyens, sur ses motivations mais surtout sur les visées de ses initiateurs, a tout l'air de ne s'avérer qu'une montagne qui accoucherait d'une souris"). Et chaque fois les assemblées, discutant sans cesse leurs décisions et revenant sur ce qu'elles avaient déjà accompli, démentirent les espoirs des *propriétaires* de l'opposition et se dressèrent à nouveau devant le pouvoir algérien comme son seul véritable ennemi. A la fin du mois de juillet, l'idée ayant été lancée par la coordination de Béjaïa dès le 19, la

coordination interwilayas proposa d'organiser le 20 août une marche à Ifri Ouzellaguen, où s'était tenu à la même date, en 1956, le congrès de la Soummam au cours duquel Abbane Ramdane, avant d'être assassiné, s'était opposé à la mainmise de "l'armée de l'extérieur" sur le F.L.N, Ce retour sur le passé n'était pas platement commémoratif ; comme le résuma le 14 août lors d'un meeting à El-Kseur un délégué d'Akfadou (après avoir rappelé qu'avait été décidée à ce congrès la primauté du civil sur le militaire et de l'intérieur sur l'extérieur) : "Nous sommes des civils, ils sont des militaires et nous sommes à l'intérieur, ils sont à l'extérieur". Les slogans adoptés pour cette marche ("1956-2001, le combat continue", "Restituer au peuple son histoire", "Pour la primauté du politique sur le militaire") prirent tout leur sens avec la décision d'"interdire aux officiels" la vallée de la Soummam. Car ceux-ci ne comptaient pas seulement y tenir l'habituelle célébration annuelle, qu'ils durent finalement organiser à l'autre bout du pays, à Mascara : des émissaires avaient commencé à sonder quelques délégués non identifiés de la coordination interwilayas, acquis à l'idée d'une négociation, pour préparer une éventuelle venue de Bouteflika, à qui aurait été remise la plate-forme d'El-Kseur. Cette manœuvre, immédiatement dénoncée par la majorité des délégués, eut un effet inverse de celui escompté et renforça la détermination à "interdire tout officiel en Kabylie". (Le ministre des Moudjahidin dut également renoncer à se rendre à Tizi-Ouzou; quelques jours auparavant, le ministre de l'Intérieur Zerbouni, venu installer le nouveau wali - préfet - avait été accueilli à coups de pierres : "Marches interdites à Alger : pas de ministres en Kabylie", disait une banderole.) La marche du 20 août, qui rassembla dans la vallée des foules venues de toute la Kabylie, fut donc une éclatante revanche sur la défaite essuyée à Alger. Mais s'étant ainsi montrés *maîtres chez eux*, ayant, cette fois, l'avantage de la défensive, les Kabyles se retrouvaient par la même occasion *isolés chez eux*, progressivement amenés à une *sécession de fait* qu'ils n'avaient pas voulue.

Pour l'heure, après le coup d'éclat du 20 août, ses ennemis divers se voyaient contraints d'admettre que le mouvement des assemblées en Kabylie n'était pas sur le déclin, mais au contraire se renforçait. Le pouvoir lui-même, malgré l'échec de ses toutes récentes manœuvres d'approche, fit savoir le 29 août par le truchement de l'agence de presse officielle A.P.S., citant une "source gouvernementale", que "le dialogue [était] possible", que "nul ne [contestait] les capacités des Algériens de le mener", et que "le mouvement des citoyens exprimé par les aarchs [pouvait] constituer un signe positif pour notre société". L'agence officielle explicitait les termes de l'ouverture ainsi faite en précisant : "Il est évident que les plates-formes publiées dans la presse peuvent constituer une base de discussion dans la mesure où elles ne se proposent pas de porter atteinte aux fondements de l'état, à la constitution et aux lois de la République." (Ces restrictions visaient bien sûr principalement le quatrième point de la plate-forme d'El-Kseur, exigeant le départ immédiat des brigades de gendarmerie, et le onzième, concernant "la mise sous l'autorité effective des instances démocratiquement élues de toutes les fonctions exécutives de l'état ainsi que des corps de sécurité"; l'abandon de ces points avait déjà fait l'objet des négociations occultes entamées précédemment avec certains délégués "dialoguistes".) Et le commentaire de l'A.P.S. en rajoutait pour finir dans les appels du pied aux mœurs s'infiltreront peu à peu dans les mœurs indigènes, réfractaires à notre civilisation, et l'immense domaine algérien, à peu près fermé jusqu'ici en dépit des saisies domaniales, s'ouvrira devant nos pionniers." Mais en Kabylie, où cette destruction de la propriété collective ne commença vraiment qu'avec les séquestres de terres consécutifs à la répression de l'insurrection de 1871 (ce n'est qu'en 1897 qu'une loi foncière rendit la terre *aarch* aliénable), elle n'eut pas pour résultat une dépossession au profit des colons. Les paysans parvinrent en effet à racheter la majeure partie des terres, surtout en Grande Kabylie, et cette diffusion de la propriété individuelle, si elle affaiblit incontestablement les liens lignagers, semble avoir plutôt renforcé la cohésion des villages et le rôle de l'assemblée dans l'organisation de la vie collective. Quoi qu'il en soit, que la longue histoire des institutions villageoises kabyles, à travers toutes ses vicissitudes (l'alternance de répression et de tolérance intéressée de la part des autorités françaises puis de l'état algérien), a légué au mouvement actuel, ce n'est certes pas un modèle d'organisation tribale (d'ailleurs les aarchs, là où ils subsistent, sont en fait - dans cette région, la Grande Kabylie, où la densité de peuplement est telle qu'on a pu parler d'espace quasi urbain - des fédérations de villages et non des lignages), mais une tradition de contrôle direct des "dépositaires du pouvoir". "Nulle part, autant que chez les Kabyles, le peuple n'est appelé à intervenir aussi directement dans les affaires." (Daumas.)

Que cette tradition soit restée vivante, au moins dans les mémoires, tout au long du XXe siècle, voilà ce que suffirait à attester la référence qui y fut régulièrement faite par ceux qui s'en prenaient à l'idéologie arabo-islamique du nationalisme algérien (à l'intérieur des organisations messalistes successives, puis du F.L.N.). En 1937, Amar Imache, secrétaire général de l'étoile Nord-Africaine, dénonçant à la fois la direction autoritaire de Messali et le Front populaire qui venait de dissoudre cette organisation avec l'appui du P.C.F., écrivait dans sa brochure *L'Algérie au carrefour* : "On cachait volontairement que le premier gouvernement à forme républicaine et démocratique fut institué en Kabylie pendant qu'en France et ailleurs on ignorait ces mots." En 1949 encore, dans le Parti Populaire Algérien, les Kabyles opposés à l'idéologie arabo-islamique critiquent "le fonctionnement interne du parti, l'absence de démocratie, la promotion des éléments les plus conformistes" (Mohammed Harbi, *Le F.L.N., mirage et réalité*, 1980). Au cours de cet épisode, que l'on a qualifié de "crise berbériste", s'exprime également une critique de la religion, dont l'échec "annihile les espoirs de voir un nationalisme radical se développer indépendamment de la foi religieuse" (*ibid.*) ; les opposants sont exclus et il ne restera d'eux que l'accusation rituelle de "berbéro-matérialisme", lancée par les bureaucrates du F.L.N. contre quiconque menaçait le monolithisme de l'idéologie nationaliste. Enfin, en 1963, lors de sa fondation, le F.F.S. lui-même reconnaît dans ses statuts l'importance de la *tajmat*, l'assemblée villageoise, "institution démocratique encore vivace de nos jours et qui fait partie de notre patrimoine national le plus authentique et le plus glorieux".

Plus décisive évidemment que ces représentations diversement entachées d'idéologie, la persistance *dans les mœurs* de la tradition anti-étatique des communautés villageoises est elle-même largement attestée ; c'est en particulier le

faire la part du goût réel qu'éprouvèrent nombre de coloniaux pour les mœurs des Berbères, assurément remarquables et digues de respect), les administrateurs français, militaires puis civils, en furent, au moins autant que les artisans, les premières victimes, puisqu'ils crurent possible et même facile d'utiliser les institutions villageoises comme relais, de leur autorité, et s'obstinèrent longtemps à le croire, quoique régulièrement démentis par les troubles toujours renaissants. (Après la répression de l'insurrection de 1871, les villageois constituèrent pour donner le change aux administrateurs militaires des assemblées officielles, aux ordres de l'assemblée réelle, occulte, "qui continuait, dans l'ombre, à diriger les affaires du village et à souffler aux membres de l'assemblée fantoche la conduite à tenir" - Alain Mahé, *Histoire de la Grande Kabylie*, 2001.)

Les calomnies contre les actuelles assemblées s'appuient en grande partie sur le fait qu'en Grande Kabylie (principalement dans la *wilaya* de Tizi-Ouzou) elles ont repris pour désigner leur fédération le nom ancien des tribus (*aarch*, parfois au pluriel *aarouch*) qui constituaient autrefois la plus vaste unité politique des Kabyles, en dehors des ligues circonstancielles formées contre un danger commun : "Considérée dans son ensemble, la Kabylie est une agglomération de tribus qui se gouvernent elles-mêmes d'après des principes que la tradition et l'usage ont introduits dans les mœurs", écrivait le général Daumas en 1856. Les journalistes se sont donc emparés de ce terme l'utilisant à tout bout de champ pour donner du mouvement des assemblées une image pittoresque, quasi folklorique, en tout cas passéiste et décrier ensuite cette "structure sociale complètement résiduelle" (ironisant par exemple sur le fait que la dernière initiative des aarchs de Kabylie remontait à 1827, lorsqu'une délégation de tribus formula une requête auprès du dey d'Alger pour que les femmes n'aient plus accès aux droits de succession). Cela leur était d'autant plus facile que dans le reste du pays, là où elle a encore une existence quelconque, l'organisation tribale n'est plus qu'une forme de clientélisme politique et de participation aux luttes de clans à l'intérieur de la bureaucratie. Malgré toutes ces calomnies, ou grâce à elles, le terme aarchs est passé dans l'usage pour désigner l'organisation autonome de l'insurrection, avec une connotation d'archaïsme propre à affermir les progressistes bon teint dans leur mépris pour ce mouvement. (Ainsi, pour Kerboua, ce terme résume à lui seul "tous les archaïsmes de la société" - *La Tribune*, 10-11 août 2001.)

En 1881, dans le brouillon d'une lettre fameuse où, en réponse à Vera Zassoulitch, il s'en prenait aux "marxistes" qui voyaient dans la destruction de la commune rurale une étape indispensable du développement historique en Russie, Marx notait que l'élimination du capitalisme ne pouvait aller sans "un retour des sociétés modernes à une forme supérieure d'un type "archaïque" de la propriété et de la production collectives", et qu'il ne fallait donc "pas trop se laisser effrayer par le mot "archaïque"". Quant à l'Algérie, le type de propriété et de production collectives sur lequel reposait l'organisation tribale (propriété familiale indivise et inaliénable) fut systématiquement démantelé par les Français, en particulier avec le sénatus-consulte de 1863, "la machine de guerre la plus efficace que l'on pût imaginer contre l'état social indigène", comme l'écrivit alors un militaire français : "Grâce à lui, nos idées et nos

dérés, qualifiant la réunion de la coordination intenwilayas qui devait se tenir le lendemain à Tubirrett-Imceddalen de très importante, dans la mesure où elle "pourrait être l'illustration de la maturité du mouvement et celle de l'élite qui l'encadre" bref pourrait "s'inscrire dans une perspective constructive" en acceptant la négociation. La réponse à ces insistantes avances ne se fit pas attendre. Dès le lendemain, les coordinations de Tizi-Ouzou et de Béjaïa réaffirmaient leur rejet des tractations secrètes et de toute négociation visant à modérer les revendications de la plate-forme d'El-Kseur : "Tout ce qui sera entrepris se fera en public, et le chemin est balisé par la plate-forme d'El-Kseur, notre unique document de référence", déclarait un délégué de Tizi-Ouzou (*Le Matin*, 1er septembre 2001). Quant à la réunion de la coordination interwilayas des 30 et 31 août, où le pouvoir espérait voir apparaître une élite avec laquelle il pourrait "dialoguer" elle déclara à nouveau la plate-forme d'El-Kseur "scellée" et "non négociable". Il ne restait plus au pouvoir qu'à enregistrer cette fin de non-recevoir. C'est ce qu'il fit quelques jours plus tard, par la bouche d'un "haut responsable" anonymement cité par *Le Quotidien d'Oran*. Constatant que les aarchs "refusent tout ce qui vient du "pouvoir"" ("Comment voulez-vous qu'on puisse dialoguer avec eux ?"), la *source autorisée* poursuivait : "Nous pouvons comprendre ainsi que les aarchs ne veulent pas de solution à cette crise. Ils pensent peut-être que, pour détruire ce système, il faut entretenir le pourrissement; c'est d'ailleurs ce qui ressort de la plate-forme d'El-Kseur." Ensuite venaient les menaces, avec la remarque cynique qu'entretenir le pourrissement ne peut nuire au gouvernement, "qui a des capacités de durer tout autant que le système en place" : ce n'est donc pas lui "qui en pâtit, c'est la population". Et la fin rappelait qu'un appel avait été "lancé à l'élite de la région à se mobiliser ainsi qu'à toutes les personnes qui ont une respectabilité, mais on remarque qu'il n'y a pas une volonté de présenter un programme mais de perturber". (Il est évidemment loisible à chacun de se livrer à toutes sortes de supputations quant aux éventuelles "luttes de clans" à l'intérieur du pouvoir que manifesteraient ces variations du discours officiel, ou officieux, sur le mouvement des assemblées : à la manière de la kremlinologie d'autrefois, c'est devenu une spécialisation professionnelle, dans l'information sur l'Algérie, que de fournir de telles reconstitutions, plus ou moins étayées, des menées et intrigues qui divisent le "pouvoir occulte". Mais désormais ces luttes internes sont secondaires, car le rapport de forces principal, qui détermine tout le reste, est celui qui oppose le mouvement d'auto-organisation du soulèvement à l'ensemble de ses ennemis.)

Parallèlement aux efforts pour circonvenir le mouvement des assemblées, et puisqu'il s'avérait qu'il n'était décidément pas "mûr" pour la négociation, on a vu se développer la tentative de le liquider en en créant de toutes pièces un autre, qui serait, et pour cause, plus "représentatif", plus "légitime" et plus "constructif". Ainsi, à Tizi-Ouzou même, le 27 août - alors que précisément la veille les délégués "radicaux" de la coordination, qui (selon *El Watan* du 28 août) déclaraient "la rue parlera encore jusqu'à la satisfaction de la plate-forme d'El-Kseur" et dénonçaient "ceux qui ne veulent plus parler d'émeutes et tendent la main au pouvoir", avaient joint le geste à la parole et une nouvelle fois attaqué, avec "des émeutiers de la ville", la gendarmerie, un "Conseil communal" publiait un communiqué affirmant notamment que "l'amateurisme politique des uns et les mauvais calculs politiciens

des autres continuent à parasiter bruyamment le débat public, tout en empêchant les honnêtes citoyens, soucieux de l'avenir. de leurs enfants, de faire entendre leur voix" (*Liberté*, 28 août 2001). Quelques jours plus tard, il précisait encore un peu mieux à quoi et surtout qui il servait, en reprochant à la coordination "l'exclusion de toutes les personnalités scientifiques et politiques de la commune susceptibles de donner sens et consistance au mouvement" (*La Tribune*, 4 septembre 2001).

Un peu partout apparaissent au même moment des "comités" et des "coordinations" *ad hoc*, dont l'activité se borne le plus souvent à attaquer dans des communiqués de presse la tendance radicale des coordinations. à Akbou par exemple, un "comité de citoyens" prône "l'apaisement et la préservation de la jeunesse de la spirale de la violence", et rappelle les revendications du mouvement en omettant "le point relatif aux brigades de la gendarmerie nationale" (*La Tribune*, 8 septembre 2001). Quant au "comité populaire" de Béjaïa, confirmant sa vocation récupératrice, il annonce la préparation d'une rencontre nationale contre la *hogra* et la répression, organisée avec le R.A.J. ("Rassemblement-Action-Jeunesse", proche du F. F.S.) : "Cette initiative se veut une opportunité pour asseoir l'organisation nationale du mouvement populaire et l'encadrement de ces actions pour davantage d'efficacité." (*La Tribune*, 9 septembre 2001.) Toutes ces manœuvres et impostures sont dénoncées par la coordination interwilayas, dont les délégués, lors d'un meeting à Akbou, relèvent que ces "comités parallèles [...] entretiennent des contacts avec le pouvoir en prétendant être les interlocuteurs de ce dernier". Mais, comme il arrive souvent, c'est encore a un *ennemi* qu'il revenait de dire le plus clairement de quoi il retournait. Revenant pour s'en justifier, sans pour autant la démentir, sur la formule qui lui avait été prêtée ("ce mouvement doit mourir avant septembre"), ainsi que sur l'imputation faite au F.F.S. de chercher à venir à bout du mouvement des assemblées en le minant de l'intérieur, le premier secrétaire de ce parti, Ali Kerboua, mangeait le morceau dans son style incomparablement ligneux :

"*1. - Le F.F.S. a, été le premier parti, à s'inscrire totalement dans la dynamique nationale citoyenne travers l'organisation des marches historiques du 3 et du 31 mai.*

2. - Le F.F.S. a toujours pris soin de distinguer cette dissidence nationale citoyenne des formes, de structures qui s'y sont greffées artificiellement et dans lesquelles certains groupes et autres individus tentent de se refaire une virginité en cherchant, en, vain, faut-il le souligner, à dévoyer cette dynamique et à l'instrumentaliser à des fins de repositionnement clanique.

3. - Le F.F.S. a effectivement instruit ses militants pour consolider ce mouvement pacifique porteur d'espoirs de changement démocratique pour l'ensemble des Algériennes et des Algériens. Aussi, les militants du F.F.S. restent déterminés à agir contre toutes les formes de dérive qui mèneraient le mouvement vers l'impasse et la ghettoïsation dans le but d'imposer des projets dangereux. Des projets qui, en définitive, font le jeu des clans au pouvoir opposes à toute issue politique et démocratique à la crise." **(Liberté, 2 septembre 2001.)**

Le plus "dangereux" projet des assemblées, qui les amène à concevoir tous les autres, c'est celui de leur propre souveraineté. La volonté d'étroitement contrôler toute délégation de pouvoir les a déjà menées loin, mais elle peut les mener plus loin encore : ayant remis en vigueur les assemblées villageoises à seule fin de s'unir contre la répression, les insurgés découvrent de quelles autres fins elles peuvent être l'instrument.

Le grand art de ces retours au passé qu'effectuent les révolutions quand elles ressuscitent des formes anciennes de communauté, c'est de *retrouver plus que ce qui a été perdu*. La principale malédiction qui frappait la démocratie villageoise, c'était évidemment son isolement, qui lui interdisait toute initiative historique. Et c'est justement ce qui disparaît au milieu de la commotion générale de la société algérienne.



Que sont exactement ces institutions villageoises traditionnelles que le soulèvement a ramenées sur le devant de la scène historique, fait ainsi qu'*aarch* cesse d'être le nom d'une chose du passé ? Avant d'en venir à bout avec la répression de la grande insurrection de 1871, les militaires français avaient éprouvé sur le terrain les ressources et la force de l'organisation locale des tribus kabyles, la vitalité de ce qu'un historien de la colonisation (Ch.-A. Julien) a appelé, en mentionnant leur refus de se soumettre au commandement d'Abd el-Kader, les "petites républiques villageoises et démocratiques de Kabylie". Et dès 1837, Tocqueville parlait à propos des Kabyles de ces "hommes qui ne sont ni riches, ni pauvres, ni serviteurs, ni maîtres, qui nomment eux-mêmes leurs chefs et s'aperçoivent à peine qu'ils ont des chefs". Le thème de l'insubordination kabyle court à travers toute la littérature du XIXe siècle consacrée à l'Algérie, et pas seulement chez les auteurs français : "Le Kabyle est si fier, si instinctivement enclin à l'égalité absolue, et peut-être aussi si sourcilleusement méfiant, qu'il considère comme son devoir, pour ainsi dire, de récuser tous les dépositaires du pouvoir social. Les marabouts, qui en détiennent la plus grande part, l'exercent avec discrétion, en recourant à la persuasion. Quant aux *amins* [chefs de village élus par l'assemblée], le moindre abus d'autorité de leur part donne lieu à un refus d'obéissance, qui s'exprime de la façon la plus énergique : *Enta cheikh, ana cheikh*, littéralement : "Toi chef, moi chef"." (John Reynell Morell, Algeria, 1854.) De leur côté les auteurs français, souvent des militaires, avaient de multiples raisons de magnifier la tradition d'indépendance des Kabyles : la résistance que ceux-ci leur avaient opposée et leur difficulté à la réduire (le massif central de la Grande Kabylie ne fut soumis qu'en 1857) appelaient une explication propre à ménager l'orgueil national ; il paraissait évidemment utile de jouer les Kabyles contre les Arabes ; et surtout les mœurs et le "civisme" villageois des Kabyles permettaient d'espérer qu'ils seraient plus faciles à gagner à la cause de la France et pourraient même devenir, une fois convenablement civilisés, des administrés modèles. Une vaste littérature oppose ainsi les vertus du Kabyle (fier, droit, opiniâtre, industrieux, peu religieux, etc.) aux vices de l'Arabe (servile, fourbe, menteur, paresseux, fanatique, etc.), au point qu'on a pu parler d'un "mythe kabyle" dans le colonialisme français. Mais ce "mythe kabyle" (dans la genèse duquel il faut d'ailleurs